

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/JPN/29

24 juin 1999

(99-2608)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions complémentaires de la COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE¹
et des ÉTATS-UNIS² concernant la nouvelle notification complète
présentée par le JAPON³

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 juin 1999.

QUESTIONS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

I-A-11/12

Subventions aux mesures visant à promouvoir l'industrie textile

Question

Le programme intitulé "Subventions aux mesures visant à promouvoir l'industrie textile" a-t-il bien été introduit en 1998? Est-ce la raison pour laquelle ce programme n'a pas été notifié dans la nouvelle notification complète de 1998? (La même question vaut pour le programme I-B-2.)

Réponse

Plusieurs sous-programmes relevant des "subventions aux mesures visant à promouvoir l'industrie textile" ("Subventions pour l'assistance technique aux petites entreprises", "Subventions pour le projet de développement de nouveaux articles en soie" et "Subventions pour la promotion de l'industrie et des textiles et du vêtement") ont été notifiés jusqu'en 1998.

À partir de la notification de 1999, nous notifierons les "subventions aux mesures visant à promouvoir l'industrie textile" comme relevant d'un seul et même programme qui inclut les programmes susmentionnés et les sous-programmes qui n'ont pas été notifiés parce qu'ils sont en cours d'examen.

¹ G/SCM/Q2/JPN/28.

² G/SCM/Q2/JPN/27.

³ G/SCM/N/38/JPN et Suppl.1.

I-A-n° 41

Subventions pour le forage d'un puits d'exploration pour une centrale géothermique

Question

La subvention notifiée inscrite au budget de l'exercice 1998 était nulle, et la durée de la subvention indiquée est de 1992 à 1997. Est-il par conséquent exact qu'il a été mis fin à cette subvention à la fin de l'exercice 1997?

Réponse

Oui. La subvention a cessé à la fin de l'exercice 1997.

I-A-n° 47 et 48

Subventions pour la promotion des installations permettant la rationalisation de l'utilisation de l'énergie

Question

À quel moment le Japon a-t-il l'intention de notifier la subvention pour la promotion des installations permettant la rationalisation de l'utilisation de l'énergie?

Réponse

La "subvention pour la promotion des installations permettant la rationalisation de l'utilisation de l'énergie" sera comprise dans la notification de 1999.

I-B-2

Technologies de l'habitat visant à améliorer la qualité de la vie

Question

Le programme intitulé "Technologies de l'habitat visant à améliorer la qualité de la vie" a-t-il bien été introduit en 1998? Est-ce la raison pour laquelle ce programme n'a pas été notifié dans la nouvelle notification complète de 1998?

Réponse

Le projet concernant les "technologies de l'habitat visant à améliorer la qualité de la vie" consiste en une "subvention à la recherche-développement de technologies de l'habitat visant à améliorer la qualité de la vie" qui a été notifiée dans le document G/SCM/N/38/JPN/Suppl.1; les subventions qui n'ont pas été notifiées étaient en cours d'examen. À partir de la notification de 1999, le "projet de technologies de l'habitat visant à améliorer la qualité de la vie" sera notifié comme constituant un seul et même programme.

II-A-n° 12 et 33**Subvention pour la modernisation des installations de moyennes et petites entreprises
Subvention pour les mesures spéciales concernant l'assurance-crédit****Question**

La définition d'une PME diffère suivant son secteur d'activité. En l'absence de définition homogène, cette subvention est-elle non spécifique? (La même question vaut pour le programme n° 33.)

Réponse

1. La définition d'une PME japonaise figure en principe dans la "Loi fondamentale sur les petites et moyennes entreprises" dans les termes indiqués ci-dessous. La définition des PME correspond à trois types de secteurs: les industries manufacturières, extractives et autres; le commerce de gros; le commerce de détail et les services.

Secteur	Nombre d'employés et importance du capital
Industries manufacturières, extractives et autres	300 employés ou moins, ou 100 millions de yen ou moins
Commerce de gros	100 employés ou moins, ou 30 millions de yen ou moins
Commerce de détail et services	50 employés ou moins, ou 10 millions de yen ou moins

2. La classification des petites et moyennes entreprises par secteur vise à différencier clairement les éléments ci-après:

- Les secteurs du commerce et des services (commerce de gros, de détail et services) se caractérisent par un investissement en usines et équipements généralement inférieur à celui que nécessitent les industries manufacturières, extractives ou autres, et par un capital nécessaire pour faire marcher l'affaire, etc., également moins élevé.
- La différence entre le commerce de gros et le commerce de détail provient de la différence des caractéristiques de la branche d'activité considérée (dimension de la zone de commercialisation, capital de l'entreprise, nombre d'employés par entreprise, etc.).

3. La définition ainsi établie pour les différents types de secteurs d'activités découle principalement de la politique suivie par le gouvernement japonais pour les petites et moyennes entreprises en fonction des caractéristiques de la branche d'activité, caractéristiques dont il est soigneusement tenu compte dans la politique élaborée pour chaque branche d'activité. Chaque définition repose sur des considérations ou des critères objectifs. Nous ne pensons donc pas que le simple fait que la définition des PME diffère selon le secteur concerné implique une spécificité au sens de l'article 2.

4. En outre, les différentes définitions des PME par secteur d'activité existent aussi dans d'autres pays et ne sont pas propres au Japon.

II-A-n° 13**Question**

D'un point de vue général, une contribution financière à un organisme public peut conférer un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord sur les subventions. Si tel n'était pas le cas, les sociétés publiques bénéficieraient d'un traitement plus favorable que les sociétés privées. Le Japon pourrait-il expliquer pourquoi, en l'espèce, il n'existe aucune subvention? (La même question vaut pour les programmes n° 14, 18, 24, 30, 31, 41, 42, 43, 44 et 47.)

Réponse

Au Japon, quand le gouvernement entreprend des activités nécessaires à la réalisation d'objectifs particuliers d'intérêt public, si le gouvernement ne peut gérer lui-même l'activité de manière efficace, un organisme indépendant, appelé Société administrative spéciale (SAS), est créé par une loi spéciale du gouvernement. La Société administrative spéciale est, intrinsèquement, créée pour mettre en œuvre une politique gouvernementale; elle constitue donc un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1). Les MMAJ, JNOC, NEDO et JSBC sont tous des "organismes publics" au sens de l'article 1.1 a) 1).

Pour ce qui concerne certains des programmes mentionnés par la Communauté européenne, le transfert financier s'effectue essentiellement au sein du secteur public, du Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI) à chaque société administrative spéciale (MMAJ, NEDO, etc.) pour couvrir les dépenses de personnel et de gestion de la société administrative spéciale, les dépenses relatives à des activités de collecte de l'information, de recherche-développement et de publicité. Dans un autre programme, le transfert financier en faveur des Sociétés administratives spéciales va à des entreprises du secteur privé qui conduisent des recherches dans le cadre d'un contrat passé avec la SAS. Le résultat de la recherche appartient exclusivement à la SAS et ne confère aucun avantage à une quelconque entreprise. Il n'en résulte donc aucun avantage au sens de l'article 1.1 b). (Voir aussi la réponse à II-A-n° 15.)

(Détails concernant chaque Société administrative spéciale)

1. Office japonais des mines de métaux (MMAJ)

Fondement et législation

Loi sur l'Office japonais des mines de métaux.

Objectif de l'activité

Approvisionnement stable en métaux non ferreux; développement de l'exploitation des mines de métaux.

2. Compagnie nationale des pétroles (JNOC)

Fondement et législation

Loi du Japon relative à la Compagnie nationale des pétroles.

Objectif de l'activité

Promouvoir la mise en valeur des ressources en pétrole et en gaz naturel inflammable.

3. Organisation pour le développement de nouvelles technologies énergétiques et industrielles

Fondement et législation

Loi relative à la promotion du développement et de l'introduction de sources d'énergies de remplacement, etc.

Objectif de l'activité

Développement et introduction/promotion de nouvelles technologies relatives à l'énergie et à la conservation de l'énergie, et activités de recherche-développement en rapport avec la technologie de cette branche d'activité.

4. Office japonais des petites entreprises (JSBC)

Fondement et législation

Loi relative à l'Office japonais des petites entreprises.

Objectif de l'activité

Structure de développement des PME, rationalisation de la gestion et mise au point de la technologie, stabilisation des PME.

II-A-n° 15

Question

Le Japon pourrait-il indiquer pourquoi exactement il n'y a aucune contribution financière des pouvoirs publics dans le cas de ce type de contrat de recherche? Quelle est l'affectation des crédits budgétaires correspondant à ce programme et quels en sont les bénéficiaires? Dans quelle mesure les résultats de la recherche effectuée sont-ils rendus publics, et dans quelle mesure la branche de production en bénéficie-t-elle? (La même question vaut pour les programmes n° 20, 22, 27, 34, 41 et 42.)

Réponse

Le contrat de recherche du gouvernement japonais constitue une tâche essentiellement gouvernementale bien qu'elle soit exécutée par un organisme privé. Cette activité ne confère aucun avantage au sens de l'article 1.1 b).

Le contrat mentionné par la CE consiste à mettre en œuvre une activité de recherche etc. Tous les résultats de la recherche appartiennent au gouvernement et non à l'organisme privé qui a exécuté cette activité; le contrat n'assure donc aucun profit à l'industrie.

II-A-n° 21

Question

Si ce programme n'est disponible que pour la création de nouvelles branches de production, on peut supposer que les entreprises des branches existantes ne sauraient y prétendre. Par conséquent, comment ce programme peut-il être qualifié de non spécifique?

Réponse

Ce programme a pour objet de soutenir une activité de recherche qui comporte un gros risque si elle est mise en œuvre par une entreprise privée. Toutes les branches de production dont l'activité correspond à cet objectif de politique générale sont habilitées à bénéficier de ce programme.

En fait, il est accessible à tous les secteurs et, pour ce qui concerne l'année 1998, il a effectivement concerné les branches des textiles, des produits chimiques et de l'électronique, qui sont des branches de production existantes.

II-A-n° 40

Bonification d'intérêts du fonds en faveur des installations spéciales pour la rationalisation de l'utilisation de l'énergie

Question

N'est-il pas exact que de nombreuses entreprises ne seront jamais en mesure d'installer des équipements énergétiques du type visé? Par conséquent, comment les critères peuvent-ils être qualifiés d'objectifs et la subvention de non spécifique?

Réponse

Dans le cadre de ce programme, le gouvernement accorde des bonifications d'intérêt aux entreprises qui peuvent économiser des quantités déterminées d'énergie, ce qui constitue un prêt à des conditions avantageuses à des fins d'investissement.

Le transfert financier effectué au titre de ce programme concerne l'achat d'équipements énergétiques par une usine conformément au plan approuvé dans le cadre de la "Loi sur les mesures temporaires visant à promouvoir des activités permettant d'utiliser rationnellement l'énergie et d'exploiter des ressources recyclées", et le droit à cette subvention est régi par des critères objectifs.

Ce programme est accessible à toutes les branches de production qui souhaitent adopter ce genre d'équipements et toute entreprise peut recourir à cette subvention si elle satisfait aux critères objectifs. En fait, les branches de production les plus diverses dont les textiles, l'électronique, l'acier, la pétrochimie, les ciments, et les industries de la pâte à papier, ont bénéficié de ce programme.

II-A-n° 49 et 50

Subvention du coût des mesures visant à promouvoir le développement/l'utilisation de l'énergie au niveau régional

Question

En pratique, quel type de société bénéficie de ces programmes? Un secteur ou des secteurs particuliers y ont-ils plus particulièrement recours?

Réponse

Dans la pratique, ces programmes bénéficient largement à tous les secteurs – administrations locales, secteur tertiaire, sociétés privées, par exemple commerciales, communications, détaillants, industries manufacturières, le grand public, etc.

Secteur tertiaire: au Japon, il s'agit d'entreprises auxquelles le gouvernement ou les administrations locales (premier secteur) et le secteur privé (deuxième secteur) apportent une participation financière conjointe.

B. Programmes infranationaux

II-B-1

Question

En ce qui concerne les programmes de subventions de Iwate, Tottori et Fukui, le Japon reconnaît-il que ces programmes sont spécifiques dans les limites du territoire relevant de l'autorité qui les applique, même s'ils ne sont pas subordonnés aux résultats à l'exportation?

Réponse

Pour ce qui concerne le Fonds de gestion et de stabilisation de l'industrie du bois d'Iwate, et le Fonds pour l'industrie du verre de Fukui, le Japon inclura ces mesures dans la notification de 1999 afin de parvenir à la transparence maximum prévue dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Conformément à l'article 25.7 de l'Accord, la notification de ces mesures ne préjuge ni du statut juridique, ni des effets, ni encore de la nature de ces mesures au regard du GATT de 1994 et de l'Accord. Le programme de Tottori cité dans la question est en cours d'examen.

QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS

1. Nous n'avons pas reçu de réponse à notre question initiale n° 1.

Réponse

Le Japon a déjà fourni une réponse à cette question.

2. Subvention concernant la promotion et l'encouragement de nouvelles sociétés de recherche-développement ou à forte intensité de savoir

Question

En réponse à notre question initiale n° 2 b), vous avez indiqué que, s'agissant de la "subvention concernant la promotion et l'encouragement de nouvelles sociétés de recherche-développement ou à forte intensité de savoir", le Centre des entreprises à risque offre "des services de garantie de la dette aux sociétés qui entendent mettre au point de nouveaux produits ou services". Veuillez indiquer quels types de sociétés (c'est-à-dire quels secteurs ou branches de production) bénéficient de services de garantie de la dette.

Réponse

Toute société ayant un projet viable pour la mise au point de nouveaux produits ou services peut demander à bénéficier de la garantie de la dette dans le cadre de ce programme. Il n'existe aucune restriction concernant les secteurs ou branches de production. Par exemple, la garantie de la dette a été effectivement accordée à des sociétés opérant dans divers secteurs, comme ceux des télécommunications, de la santé et des services sociaux, et de l'environnement.

3. Soutien à l'innovation dans les entreprises

Question

Prière de vous reporter à la réponse à notre question initiale n° 3 b). S'agissant du "soutien à l'innovation dans les entreprises", veuillez indiquer quels sont les secteurs manufacturiers désignés par ordonnance ministérielle pour recevoir des subventions au titre de ce programme.

Réponse

L'Ordonnance ministérielle concernant les branches de production désignées pour 1998 porte sur les secteurs ci-après:

1. Filature du coton
2. Filature de fibres chimiques
3. Filature de la laine
4. Filature de la soie
5. Filature du lin et du ramie
6. Tissus de coton et de fibres libériennes
7. Tissus de soie naturelle et artificielle
8. Tissus de laine
9. Tissus de fibres libériennes
10. Finissage machine de tissus de coton, de fibres libériennes et de chanvre
11. Finissage machine de tissus de soie naturelle et artificielle
12. Finissage machine de tissus de laine
13. Finissage de ficelles et de filés de coton
14. Finissage de tissus à mailles et de dentelles
15. Confection de vêtements pour hommes et garçons
16. Confection de vêtements pour femmes et fillettes
17. Confection de chemises en tissus à mailles
18. Confection de pull-over
19. Fabrication de serviettes
20. Fabrication de meubles en bois (à l'exception de la fabrication de meubles en bois laqué)
21. Fabrication de meubles en métal
22. Production de pâte à papier
23. Production d'ammoniaque
24. Production d'engrais phosphorés et production d'engrais composés
25. Production d'urée
26. Production de soude
27. Production de pigments minéraux (à l'exception de la production de noir de carbone)
28. Production d'oxygène
29. Production d'acide phosphorique par voie humide
30. Pétrochimie (limitée à la production de quelques grands produits pétrochimiques résultant de la dissolution du naphte)
31. Fabrication de colorants synthétiques
32. Production de chlorure de polyvinyle
33. Fabrication de fibres chimiques
34. Fabrication d'explosifs (à l'exception de la fabrication d'explosifs à employer dans des armes)
35. Fabrication de chaussures en caoutchouc et en matières plastiques et de leurs composants
36. Fabrication de courroies de caoutchouc
37. Fabrication de cuirs tannés

38. Fabrication de chaussures en cuir et fabrication de matériaux et composants pour chaussures en cuir
39. Fabrication de verre plat
40. Fabrication de matériau de base pour verres optiques
41. Fabrication de récipients en verre
42. Fabrication d'articles en verre pour le service de la table ou de la cuisine
43. Fabrication d'articles en céramique pour le service de la table et de la cuisine
44. Fabrication d'objets d'ornement en céramique
45. Fabrication de carreaux en céramique
46. Fabrication de briques réfractaires et fabrication de produits réfractaires non façonnés
47. Sidérurgie des hauts fourneaux
48. Alliages ferreux
49. Aciérie électrique et tôlerie
50. Aciers laminés à chaud (excepté tuyaux de cuivre et tôlerie)
51. Aciers laminés à froid (excepté tuyaux de cuivre et tôlerie)
52. Tréfilage
53. Fabrication de moulages en fonte grise et ductile (à l'exception des tuyaux de fonte et des moulages de fonte malléable)
54. Fabrication de moulages de fonte malléable
55. Fabrication de moulages d'acier
56. Raffinage et transformation primaires du nickel
57. Raffinage et transformation secondaires du plomb (y compris fabrication d'alliages de plomb)
58. Raffinage et transformation secondaires de l'aluminium (y compris fabrication d'alliages d'aluminium)
59. Cuivre et alliages de cuivre ouvrés
60. Industrie de laminage de l'aluminium et d'alliages en aluminium
61. Production de fils et de câbles électriques (excepté fibres optiques)
62. Production de couteaux à usage industriel
63. Production de lames de scies
64. Fabrication d'accessoires de tuyauteries en acier (à l'exception de la fabrication d'accessoires moulés en fonte malléable)
65. Coulage de produits d'oxydation anodique
66. Production de boulons, écrous, rivets, vis mécaniques, vis à bois, etc.
67. Fabrication de pulvérisateurs et de poudreuses agricoles
68. Fabrication de machines pour la construction et l'exploitation minières et d'outillage pour les mines
69. Fabrication de tracteurs
70. Fabrication de machines-outils à découper les métaux
71. Fabrication de machines à former les métaux (à l'exception de la fabrication de machines-outils)
72. Fabrication d'éléments et de pièces détachées de machines à former les métaux
73. Production de machines-outils (sauf pour le façonnage du métal et la poudre)
74. Fabrication de machines pour fibres chimiques et de machines pour la filature des filés
75. Fabrication de machines pour le finissage des textiles et de machines à tisser
76. Fabrication de machines à blanchir, teinter, imprimer et finir
77. Fabrication de pièces détachées, d'accessoires et de fixations pour machines textiles
78. Fabrication de machines à coudre
79. Fabrication de machines à transformer le bois
80. Fabrication de machines à fabriquer de la pâte à papier et de machines à fabriquer du papier
81. Fabrication de machines à transformer, imprimer et relier le papier
82. Fabrication de machines de traitement des matières plastiques et d'accessoires
83. Fabrication d'ordinateurs et d'équipements informatiques
84. Fabrication de machines à tricoter

85. Équipement de réfrigération et de conditionnement de l'air
86. Fabrication de moules et de filières, de pièces détachées et d'accessoires
87. Fabrication de robots à trajectoire guidée
88. Fabrication de générateurs, de moteurs et autres machines rotatives électriques
89. Fabrication d'articles et d'accessoires de câblage
90. Fabrication de machines à souder électriques
91. Fabrication d'équipements auxiliaires pour moteurs à combustion interne
92. Fabrication de récepteurs radio, d'appareils de télévision, d'appareils électro-acoustiques et vidéo
93. Fabrication d'accumulateurs
94. Fabrication d'accessoires automobiles
95. Fabrication de chariots élévateurs à fourche
96. Fabrication d'appareils de mesure universels
97. Fabrication de balances et de bascules
98. Fabrication de microscopes et de télescopes
99. Fabrication d'appareils photo et d'accessoires
100. Fabrication de matériel cinématographique et d'accessoires
101. Fabrication de lentilles et de prismes pour appareils optiques
102. Fabrication de montres et de réveils, et de composants d'horlogerie (à l'exception des boîtiers)
103. Boîtiers pour montres et réveils
104. Fabrication d'instruments de musique
105. Extraction du charbon (à l'exception de la séparation du charbon)
106. Vente en gros de matériaux fibreux (à l'exception de la vente en gros de cocons de soie brute)
107. Vente en gros de filés
108. Vente en gros de textiles
109. Vente en gros de vêtements pour hommes
110. Vente en gros de vêtements pour femmes et enfants
111. Vente en gros de fer et d'acier
112. Vente en gros de machines pour le façonnage des métaux
113. Vente en gros de pièces et d'accessoires automobiles
114. Vente au détail de kimonos et d'étoffes pour kimonos
115. Vente au détail de vêtements pour hommes
116. Vente au détail de vêtements pour femmes et enfants
117. Vente au détail de pièces détachées et d'accessoires pour automobiles
118. Fabrication de carton
119. Fabrication machine de papier japon
120. Fabrication de carton ondulé
121. Fabrication de noir de carbone
122. Fabrication de feuilles et barres de matières plastiques
123. Fabrication de cuir artificiel
124. Fabrication de produits industriels en matières plastiques
125. Fabrication de chambre à air pour bicyclettes
126. Traitement du verre plat
127. Fabrication de matériaux vitreux traités (à l'exception de la fabrication du matériau de base de verre optique)
128. Fabrication de ciment
129. Fabrication de pieux en béton et fabrication de tuyaux (y compris la fabrication de produits en béton)
130. Fabrication de produits en béton aéré
131. Fabrication de mâchefer magnésien
132. Fabrication de tôle d'acier galvanisé
133. Fusion et raffinage primaires du cuivre
134. Fusion et raffinage primaires du zinc

135. Fabrication de couteaux et d'outils à main coupants façonnés
136. Fabrication de matériaux de construction en aluminium (limitée à la fabrication de matériaux de construction utilisés dans des bâtiments de moyenne et haute élévation)
137. Fabrication de ressorts métalliques
138. Fabrication d'outillage de fonderie (y compris fabrication de machines de moulage sous pression)
139. Fabrication d'équipements de radiologie
140. Fabrication d'équipements électroniques d'application médicale
141. Fabrication de bicyclettes et de pièces détachées de bicyclettes
142. Fabrication de compteurs à gaz
143. Fabrication d'appareils et de matériels médicaux et de fournitures médicales
144. Fabrication de jouets et d'articles de loisir (à l'exception de la fabrication de jeux électroniques)
145. Fabrication d'articles de sport
146. Fabrication de produits abrasifs
147. Fabrication de chaux
148. Fabrication de moulages en alliages non ferreux (à l'exception du moulage sous pression)
149. Fabrication de plaques de métal
150. Fabrication d'aéronefs
151. Conserveries de poisson
152. Conserveries de légumes et de fruits
153. Sciage et rabotage en général
154. Fabrication de contreplaqués normaux
155. Fabrication de machines de navires

4. Programme de calcul monde réel (RWC)

Question

Prière de vous reporter à la réponse à notre question initiale n° 4 a). S'agissant du "programme de calcul monde réel (RWC)", vous indiquez que "toute personne peut être admise à participer au programme RWC sur décision de l'assemblée générale des partenaires". Veuillez expliquer qui participe à cette assemblée générale. Comment les nouveaux participants au programme RWC sont-ils choisis?

Réponse

Les membres du programme RWC assistent à l'assemblée générale. Sont admises à participer au programme RWC, les sociétés qui sont en mesure d'effectuer une étude dans le cadre du programme. La participation d'un nouveau membre est approuvée quand plus des deux tiers des personnes présentes à l'assemblée générale donnent leur accord au cours d'une réunion à laquelle plus de la moitié des membres sont présents.

5. Investissements et prêts en faveur des projets de recherche-développement concernant les technologies-clés

Question

Prière de vous reporter à la réponse à notre question initiale n° 9 a). S'agissant des "investissements et prêts en faveur des projets de recherche-développement concernant les technologies-clés", veuillez expliquer comment l'octroi d'un brevet au bénéficiaire de la subvention entraîne la publication des résultats de la recherche.

Réponse

Selon le système japonais de brevets, les résultats de travaux de recherche sont rendus publics du fait de la demande de brevet, après un certain délai. Quiconque peut obtenir ces renseignements.

6. Investissements et prêts en faveur de projets de recherche-développement concernant les technologies-clés

Question

Prière de vous reporter à la réponse à notre question initiale n° 9 c). S'agissant des "investissements et prêts en faveur des projets de recherche-développement concernant les technologies-clés", veuillez indiquer à quel taux le prêt est accordé. Comment ce taux est-il fixé?

Réponse

Le programme applique le taux d'intérêt du Bureau du Fonds d'affectation spéciale du gouvernement japonais (Ministère des finances) (récemment (mai 1999) il était de 1,7 pour cent), qui est décidé par le gouvernement en fonction des taux d'intérêt à long terme pratiqués sur le marché.

7. Il apparaît que nous n'avons pas reçu de réponse à nos questions initiales n° 12 à 17.

Réponse

Le Japon a déjà fourni des réponses à ces questions.

8. Loi sur la réforme des entreprises

Question

Prière de vous reporter à la réponse à notre question initiale n° 18. Il apparaît que nous n'avons pas reçu de notification complète sur la Loi relative à la réforme des entreprises (ou Loi sur les mesures spéciales visant à promouvoir la réforme des entreprises dans des secteurs spécifiés, Loi n° 61 de 1995).

Réponse

Comme pour les mesures ayant trait à la Loi sur la réforme des entreprises, nous avons déjà fourni des renseignements dans le document G/SCM/N/38/JPN de la Notification n° 2 de 1998.

Dans cette notification, nous avons mentionné l'amortissement spécial pour les machines dans les cas où l'entreprise innove, et le crédit d'impôt spécial pour dépenses accrues dans le domaine de la recherche-développement.

La question complémentaire des États-Unis semble indiquer que les mesures fiscales liées à la Loi sur la réforme des entreprises incluent le traitement spécial relatif à la reconversion des terres pour une période prolongée.

Tout d'abord, cette mesure est différente de l'amortissement spécial des équipements achetés pour la production.

En second lieu, comme le traitement fiscal spécial est généralement accordé pour la reconversion des terres à toutes les sociétés, ce traitement fiscal ne confère aucun avantage particulier à des entreprises spécifiques.

Enfin, nous voudrions ajouter que nous sommes prêts à notifier cette mesure si les États-Unis insistent sur sa notification, indépendamment de son statut, de ses effets ou de sa nature juridique.

9. Programme de développement des technologies électroniques très avancées

Question

Prière de vous reporter à la réponse à notre question initiale n° 18. S'agissant du "Programme de développement des technologies électroniques très avancées", veuillez indiquer si le bénéficiaire de la subvention (l'Association des technologies électroniques très avancées (ASET)) offre une assistance aux producteurs ou exportateurs. Veuillez fournir la liste des membres de l'ASET, ou indiquer quels secteurs technologiques sont représentés.

Réponse

Ce programme a pour objectif de conduire des activités de recherche-développement visant à mettre au point les technologies très avancées de la génération qui "viendra après la prochaine". Le Programme de développement des technologies électroniques très avancées ne fournit aucune assistance aux producteurs et exportateurs. La liste des membres de l'ASET est la suivante:

Advantest Corporation
Fujitsu Ltd.
Hitachi Ltd.
Matsushita Electric Industrial Ltd.
Mitsubishi Electric Corporation
NEC Corporation
Nikon Corporation
NTT Advanced Technology Corporation
Oki Ltd., Electric Industry Ltd.
Sanyo Electronics Corporation
Sharp Corporation
Sony Corporation
Texas Instruments Tsukuba
Research & Development Centre Ltd.
Toshiba Corporation
Toshiba Machine Co. Ltd.
